

## Conseil d'Administration de l'IRSTEA du 15 octobre 2015

### Déclaration préliminaire des représentants du personnel (SUD-Recherche-EPST et SNPREEES-FO)

Le 26 mars, les représentants du personnel sont venus à l'ouverture du CA interpellier les ministères de tutelle sur la situation budgétaire catastrophique de l'IRSTEA. Ils ont dénoncé les expédients indignes utilisés pour boucler les budgets : prélèvement de 650 000 euros sur la masse salariale au budget 2014 pour pouvoir payer des réparations urgentes dans les bâtiments et pallier le manque de trésorerie d'un EQUIPEX, rallonge « exceptionnelle » de 1,5 millions d'euros pour boucler le budget 2015... avec comme conséquence des gels de postes et des économies sur les déroulements de carrières des personnels. Ils ont exigé que les tutelles prennent enfin les décisions qui s'imposent pour remettre à niveau la dotation budgétaire de l'Etablissement et garantir son avenir en tant qu'EPST. Dans cette attente ils ont annoncé leur décision de ne plus siéger au CA. Aujourd'hui, ils sont de retour pour avoir des réponses à leurs questions.

Alors que le budget 2016 arrive en discussion au Parlement, et en dépit des échéances annoncées pour l'audit et le plan d'action des tutelles, nous n'avons toujours aucune nouvelle. Et au vu des éléments figurant dans les « bleus » budgétaires et dans les documents fournis à cette séance du CA, nous ne voyons poindre aucune perspective autre que la poursuite du déclin de l'Etablissement et de l'austérité et du stress imposés aux personnels.

Au PLF 2016, la SCSP<sup>1</sup> inscrite au P172 (MENESR) accuse une baisse de 75 000 € et celle inscrite au P142 (MAAF) une hausse de 338 000 €<sup>2</sup> alors qu'il faudrait a minima une augmentation de la SCSP de 1,3 Millions d'euros pour couvrir le GVT<sup>3</sup>, sans même parler des charges de fonctionnement ni d'un dégel des emplois gelés. A l'évidence le compte n'y est pas et la question se pose à nouveau du bouclage du budget 2016 et de l'avenir de l'Etablissement...

Au BR2 2015 soumis ce jour au CA, on constate qu'une nouvelle fois la masse salariale est ponctionnée (de 550 000 € soit le tiers de la rallonge donnée par les tutelles au BI 2015) pour faire face à des dépenses d'investissement, cette fois-ci des dépenses informatiques... Combien de temps l'emploi et les dépenses de personnel vont-ils être les variables d'ajustement du budget de l'IRSTEA ?

Les membres du CA ont reçu communication le 8 octobre du rapport partiel de l'audit (volet « organisationnel et financier » réalisé par le cabinet Alenium Consultants), rapport qui date pourtant du 29 juillet. Ce rapport fait toute une série de préconisations sur le fonctionnement de l'Etablissement pour essayer de trouver des sources d'économies et maximiser les rentrées contractuelles. Toutes ces préconisations passent par un flicage généralisé des personnels et un assujettissement des activités de recherche à des impératifs financiers. Tout en pointant une évidence que les représentants du personnel ne cessent de répéter depuis des années, à savoir qu'il n'y a aucune perspective de voir les charges structurelles de l'Etablissement couvertes par une augmentation des ressources propres, qui sont au contraire en baisse tendancielle depuis 2012, y compris celles en provenance des entreprises privées.

Qu'à cela ne tienne, l'Etablissement se lance dans une fuite en avant pour essayer de ne pas sombrer :

- l'« Étude stratégique Ecotechnologies Irstea » vise à déployer les activités existantes vers le privé (« filiales de type "business units" », « externalisation »...) ou à « rationaliser les thématiques moins bien placées en terme d'atouts et d'attraits ». Rationalisation définie avec les mots clefs suivants : « Extinction », « Fusion-extinction », « réduction », « arrêt des activités », « transfert des activités » (dans le cas de l'ex-unité de recherche TSAN). Pour celles qui appartiennent aux « thématiques d'excellence », qui se porteraient donc mieux pour l'instant, d'après les critères de la direction scientifique, des mutualisations via notamment des UMR, dans le cadre du contexte global de l'ESR d'intégration aux ComUE, sont à prévoir.
- la mise en œuvre de la GBCP vient aggraver encore la situation de l'établissement avec un engagement financier très lourd (la première phase a été réévaluée à 2.4 millions d'euros) et fait peser sur les personnels d'appui une forte pression et des injonctions de nouvelle réorganisation uniforme des services des centres, mal vécue par les personnels. En effet, la récente réorganisation des services d'appui des centres avait déjà nécessité des efforts importants d'adaptation, sans que les formations d'accompagnement promises à l'époque n'aient eu lieu.

Les représentants du personnel refusent cette perspective de déclin de l'Etablissement et de mise sous tension des personnels à coup de restructurations et de harcèlement pour décrocher le Graal du « coût complet ». Les activités de recherche et d'expertise conduites au sein de l'Etablissement, que ce soit dans le domaine de l'Environnement ou de l'Agriculture, sont considérées comme de bonne qualité scientifique et répondent à des besoins croissants de la société. L'Etat se doit de prendre ses responsabilités et de mettre à niveau la dotation budgétaire de l'Etablissement.

Les représentants du personnel sont là aujourd'hui pour entendre les réponses des tutelles sur ce sujet.

<sup>1</sup> Subvention pour Charge de Service Public

<sup>2</sup> Ce qui ne compense pas la baisse de 1,068 M€ (- 4,7 %) entre 2008 et 2013... qui a conduit au gel de nombreux emplois MAAF

<sup>3</sup> Glissement Vieillesse Technicité